



## Loire-Atlantique : moins de fragilités sociales, mais quelques territoires ou quartiers cumulent les difficultés

La Loire-Atlantique figure parmi les départements les moins fragiles de France métropolitaine, au regard du chômage, de la précarité de l'emploi ou encore de la part de familles monoparentales. La fragilité sociale y évolue plus favorablement qu'en moyenne nationale entre 2006 et 2016 : la Loire-Atlantique est passée du 3<sup>e</sup> au 2<sup>e</sup> rang des départements les moins en difficulté. L'économie du département a mieux résisté à la crise financière de 2008. Le chômage de longue durée et les contrats courts ont diminué contrairement au niveau national, tandis que le chômage y a moins progressé. Des espaces de forte fragilité sociale s'y nichent cependant, en majorité concentrés dans les pôles urbains de Nantes et de Saint-Nazaire. Ces zones se fragilisent depuis 2006, contrairement aux couronnes alentours qui s'améliorent le plus fortement. Des espaces de fragilité intermédiaire se trouvent au sein des espaces ruraux, en particulier au nord du département. Les zones les plus fragiles perçoivent davantage d'aides sociales du Département, notamment dans les domaines de l'enfance, du logement et de l'insertion professionnelle.

David Amonou, Philippe Bourieau, Insee  
Sandrine Leray, Camille L'Hour, Département de Loire-Atlantique

Le revenu monétaire, bien que central, ne suffit pas à cerner la fragilité sociale de la population, qui dépend de divers facteurs comme l'insertion professionnelle, la structure familiale ou encore la qualité du logement. Localiser les territoires où résident les populations fragiles à une échelle fine et qualifier leur précarité sont indispensables à la mise en œuvre des politiques publiques locales, notamment au sein des grandes villes. Dans le cadre de leurs actions auprès des publics fragiles, les professionnels de l'action sociale du Département de Loire-Atlantique ont besoin d'éléments de connaissance renouvelés sur la population du territoire, afin d'ajuster les zones d'intervention des travailleurs sociaux. Pour caractériser cette fragilité sociale, un indicateur composite a été retenu (*méthodes et définitions*). Même si la Loire-Atlantique est relativement préservée par rapport à la moyenne nationale, certains territoires du département sont

confrontés à une forte fragilité sociale. En 2016, la Loire-Atlantique se compose de 233 communes ou iris (*méthodes et définitions*) peu fragiles, 207 de fragilité intermédiaire et 26 très fragiles, dont 13 connaissent de fortes difficultés.

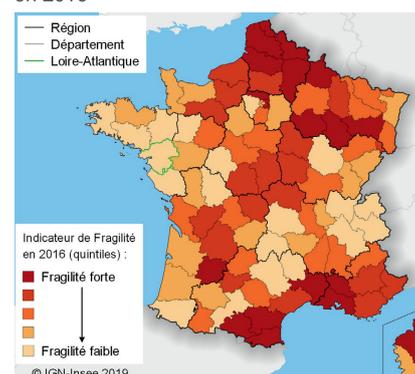
### La Loire-Atlantique : deuxième département le moins fragile en 2016...

La Loire-Atlantique figure au deuxième rang des départements les moins fragiles en 2016, derrière l'Ille-et-Vilaine et devant la Lozère (*figure 1*). À l'opposé, les départements les plus en difficulté sont la Seine-Saint-Denis, les Pyrénées-Orientales et l'Aisne. D'un côté, la Loire-Atlantique a bénéficié de conditions économiques plus favorables qui lui ont permis de maintenir un niveau d'emploi élevé. Le chômage y est plus faible qu'en France métropolitaine tout comme le chômage de longue durée

(39,4 % des chômeurs contre 44,8 %). De l'autre, la composition socio-démographique du département et son attractivité réduisent les facteurs de fragilité. La part des personnes non diplômées est moins

### 1 La Loire-Atlantique parmi les départements les moins fragiles en 2016

Indicateur de fragilité par département en 2016



Source : Insee, Recensement de la population (RP) 2016.

élevée dans le département (18,2 % contre 23,5 %). La population étrangère, exposée plus fréquemment à diverses difficultés liées à un défaut de maîtrise de la langue française ou au manque de reconnaissance de leurs compétences acquises à l'étranger, est moins présente. Le département comprend moins de familles monoparentales (7,8 % des ménages soit 1,4 point de moins). Les conditions de logement vues sous l'angle du surpeuplement sont également plus favorables (2,9 % des logements sont surpeuplés contre 5,4 % au niveau national) (*méthodes et définitions*).

D'autres caractéristiques, qui ne participent pas à l'indicateur de fragilité, confortent cet état des lieux. En effet, le parc de logements est plus moderne dans le département : 17 % des logements sont construits avant 1946 contre 25 % en France métropolitaine. Les propriétaires y sont également plus nombreux (53 % contre 47 %). De même, la situation économique des habitants est plus favorable en Loire-Atlantique : les trois quarts des habitants ont un niveau de vie annuel supérieur à 16 300 euros, contre 15 000 euros au niveau national (*encadré*).

### ...notamment en raison de son dynamisme économique

Entre 2006 et 2016, le département passe du 3<sup>e</sup> au 2<sup>e</sup> rang des départements les moins fragiles. Cette progression d'une place est en grande partie liée à l'économie locale qui a mieux résisté à la crise économique de 2008. S'il ne concentre que 2 % de l'emploi national, le département contribue à 7 % des créations d'emplois entre 2006 et 2016. Le chômage de longue durée (-0,4 point

contre +0,6 point en France métropolitaine), les contrats courts (-0,5 point contre +0,3 point) et le chômage (+2,2 points contre +2,5 points) évoluent plus favorablement en Loire-Atlantique.

Ces évolutions font suite à une période déjà propice pour le département. En effet, entre 1999 et 2006, le chômage recule de 2,9 points et la part de contrats courts de 1,4 point (contre respectivement -1,8 point et -0,4 point au niveau national).

À l'inverse, les parts d'étrangers et de non-diplômés augmentent plus en Loire-Atlantique qu'en France métropolitaine. Le dynamisme démographique et économique de la région attire également des populations immigrées et des personnes moins qualifiées dans la recherche d'un emploi, notamment dans l'agglomération nantaise ou dans les territoires industriels comme Ancenis ou Saint-Nazaire.

### Terres de contrastes, les pôles urbains concentrent les zones les plus fragiles du département...

Si les fragilités sont globalement moins prononcées qu'en France métropolitaine, certains espaces du département sont exposés à de fortes difficultés (*figure 2*). Les zones les plus fragiles sont presque exclusivement situées dans les espaces les plus urbanisés : 19 sont situées dans le pôle urbain de Nantes et 5 dans celui de Saint-Nazaire. Les 2 restantes se situent à Châteaubriant (la Ville aux Roses) et à Petit-Auverné. Sans surprise, les zones fragiles sont situées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. La structure de l'habitat se prête à accueillir les populations plus fragiles. Les pôles connaissent

cependant de fortes disparités, des zones peu fragilisées côtoyant celles en forte difficulté : à Nantes, par exemple, les quartiers de Saint-Félix ou de Decré-Cathédrale sont parmi les zones les moins fragiles du département, alors que Pin Sec ou Malakoff sont parmi les plus en difficulté.

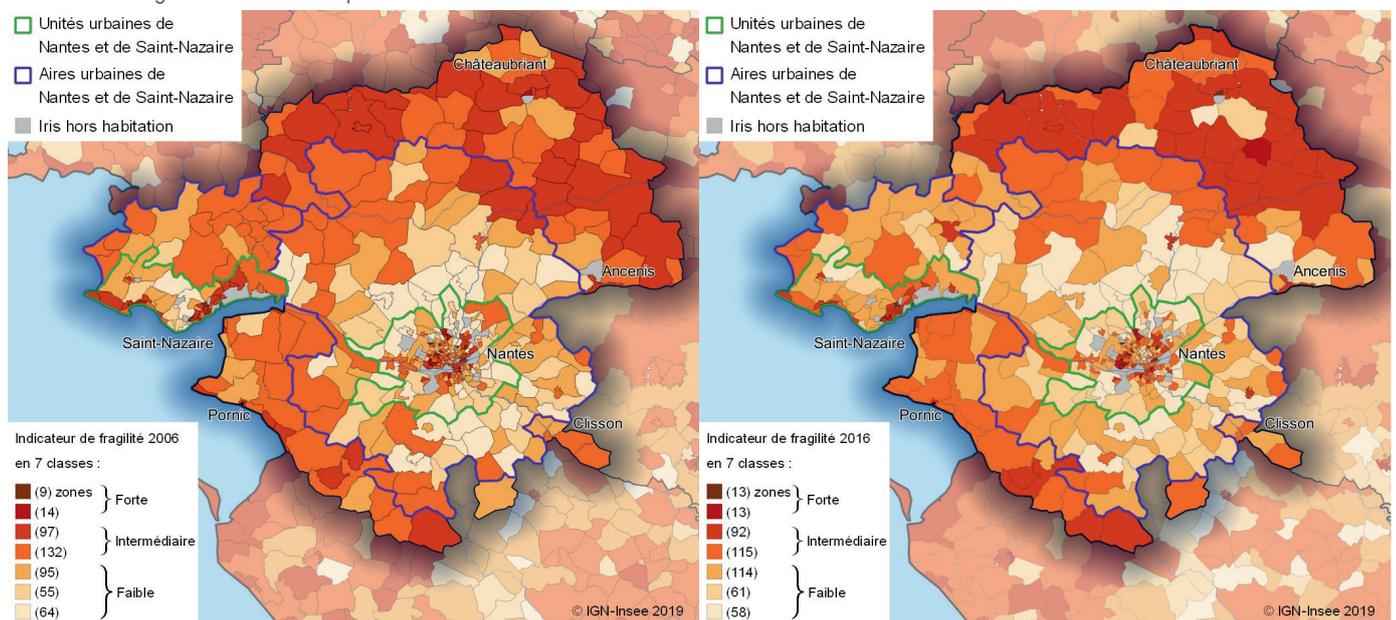
Les 26 zones les plus fragiles du département concentrent notamment une forte part de chômeurs (30,2 % soit 18 points de plus que dans le département), de personnes sans diplôme (35,2 % contre 18,2 %) et de populations étrangères (18,9 % contre 3,2 %). L'habitat social est très présent dans ces territoires : 66 % des logements sont de type habitation à loyer modéré (HLM), soit six fois plus qu'en moyenne départementale. Dans ces zones, les logements anciens sont peu fréquents : seuls 4 % des logements datent d'avant 1946, contre 17 % dans le reste du département. La grande majorité des logements (80 %) de ces territoires fragiles ont été construits entre 1946 et 1990, dont 43 % avant 1970. Durant cette période, 70 % des logements construits sur ces territoires relèvent de l'habitat social, contre 10 % sur le reste du département. Depuis 1990, moins de la moitié des logements construits sur les zones fragiles sont des logements de type HLM. De la même façon, les propriétaires sont moins nombreux et la vacance est plus élevée que sur le reste du département (7 %, soit un point de plus que la moyenne départementale).

### ...qui ont moins bien résisté à la crise économique

La fragilité sociale des zones les plus en difficulté évolue moins favorablement que dans l'ensemble du département (*figure 3*).

## 2 Baisse de la fragilité dans les couronnes des grandes aires urbaines de Loire-Atlantique

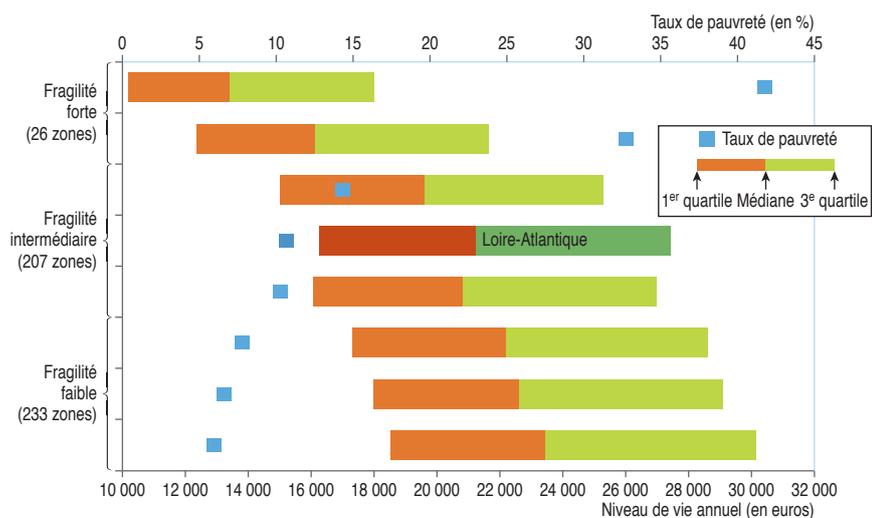
Indicateur de fragilité en Loire-Atlantique en 2006 et 2016



Source : Insee, Recensements de la population (RP) 2006 et 2016.

### Un lien fort entre fragilité sociale et pauvreté monétaire

Taux de pauvreté, médiane et quartiles de niveau de vie selon le niveau de fragilité en Loire-Atlantique en 2015



Note : L'échelle du haut du graphique désigne le taux de pauvreté et celle du bas le niveau de vie.  
 Lecture : Dans la classe la plus fragile, le taux de pauvreté est de 42 % et le niveau de vie médian de 13 400 euros.  
 Un quart des habitants y ont un niveau de vie inférieur à 10 100 euros (1<sup>er</sup> quartile) et un quart supérieur à 17 900 euros (3<sup>e</sup> quartile).  
 Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2015.

L'indicateur de fragilité, construit sans variable monétaire, est fortement lié au taux de pauvreté et au niveau de vie. Dans les territoires les plus fragiles le taux de pauvreté est très élevé : 37 % de personnes résidant dans l'un des 26 territoires les plus fragiles ont un niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Le taux de pauvreté est de 42 % dans les 13 zones touchées par les plus fortes difficultés.

Les zones de fragilité intermédiaire sont représentatives de la moyenne départementale. Parmi celles-ci, les zones situées aux franges du département ont davantage de difficultés financières.

Dans les territoires les moins fragiles, trois quarts des ménages ont des niveaux de vie supérieurs à 18 000 euros, contre un quart dans les territoires les plus en difficulté.

Ces zones ont moins bien résisté à la crise. Alors qu'il s'était amélioré entre 1999 et 2006, le marché de l'emploi se dégrade davantage que dans l'ensemble du département entre 2006 et 2016 : le chômage progresse de 4,7 points et le chômage de longue durée de 2,5 points (contre respectivement + 2,2 points et - 0,4 point en Loire-Atlantique). La part d'étrangers augmente de 6,5 points sur cette période, contre + 1,2 point dans le département. Cependant, certains indicateurs s'améliorent, notamment la part de non-diplômés, d'ouvriers non qualifiés ou encore le surpeuplement.

### Des fragilités au nord du département qui se maintiennent

Des zones de fragilité intermédiaire se trouvent au sein des espaces ruraux du département, en particulier au nord. Cette partie du département, aux alentours de Châteaubriant, est classée en zone de revitalisation rurale depuis 2017. Au regard de l'indicateur, la fragilité intermédiaire y semble homogène. La fragilité provient principalement des parts de non-diplômés (24,5 % de la population des 15-64 ans) et d'ouvriers non qualifiés (13,4 %), nettement supérieures à la moyenne départementale. Les personnes âgées y sont également plus

présentes (+ 1,2 point). Si le chômage est au niveau de la moyenne départementale, les personnes en recherche d'emploi y sont plus souvent depuis plus d'un an (42,2 % des chômeurs contre 39,4 %). Le chômage de longue durée progresse (+ 3,8 points) sur cette zone entre 2006 et 2016, alors qu'il est stable au niveau du département. Les autres composantes de la fragilité évoluent de la même manière qu'au niveau départemental,

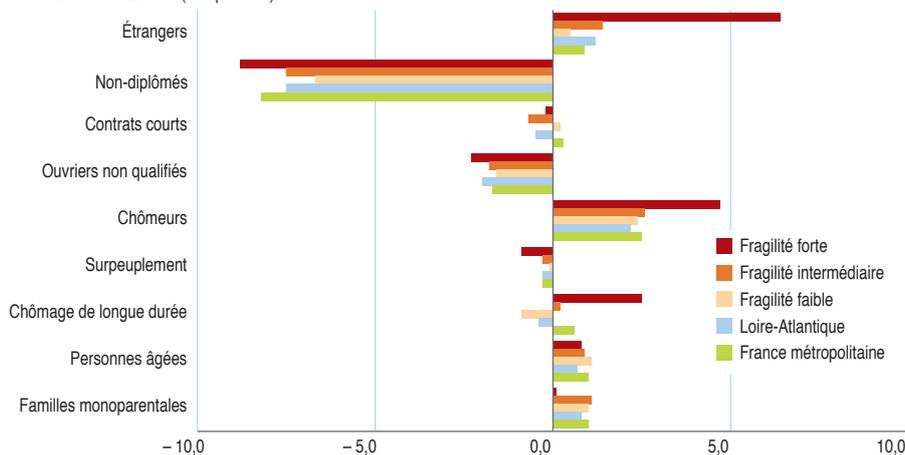
voire de manière plus favorable pour les personnes non diplômées. Dans cette partie du département, la part de logements HLM est moins élevée qu'en moyenne départementale (7 % contre 11 %). Les habitants sont plus souvent propriétaires de leur logement (10 points d'écart), en raison notamment du foncier plus abordable. Cependant, les logements sont plus souvent anciens : 32 % des logements ont été construits avant 1946 contre 17 % en moyenne sur le département. La vacance de logements (10 % des logements) est aussi supérieure aux moyennes départementale (6 %) et nationale (8 %), l'offre étant inadaptée aux besoins des ménages ou nécessitant des travaux de rénovation importants. Ces difficultés concernent également quelques communes au sud du département, notamment entre Machecoul et Legé.

### Moins de fragilités sociales dans les couronnes des grands pôles

Les couronnes de Nantes et Saint-Nazaire sont les espaces les plus préservés de la fragilité dans le département. Les facteurs de fragilité y sont les moins présents et ils évoluent de manière favorable entre 2006 et 2016. Le chômage de longue durée, le chômage et les contrats courts sont respectivement de 3,4, de 3,3 et de 2,5 points en dessous de la moyenne départementale. La part d'étrangers y est moindre (2,4 points d'écart avec la moyenne départementale), comme celles de personnes âgées (1,6 point d'écart) ou de familles monoparentales (1,0 point d'écart). Les facteurs de fragilité ont cependant tendance à s'accroître en s'éloignant du pôle urbain et en s'approchant des espaces ruraux. La distance éloigne les actifs de l'emploi, ce qui constitue un facteur de fragilité. En outre, les logements plus abordables dans ces territoires accueillent des populations plus fragiles.

### 3 Entre 2006 et 2016, les zones les plus en difficulté ont davantage subi la crise économique

Évolution des facteurs de fragilité en trois classes, en Loire-Atlantique et en France métropolitaine entre 2006 et 2016 (en points).



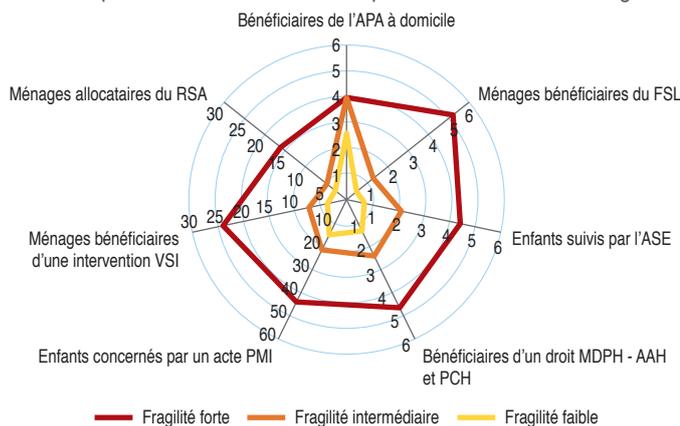
Source : Insee, RP 2006 et 2016.

## Une présence plus forte du Département sur les territoires fragiles

Les aides apportées par le Département sont plus nombreuses dans les zones en difficulté, notamment en ce qui concerne l'enfance, le logement et l'insertion (figure 4). Les plus jeunes bénéficient de dispositifs comme l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et la Protection maternelle et infantile (PMI). La part de jeunes de 0 à 20 ans suivis par l'ASE est six fois plus importante sur les territoires très fragiles que dans les zones les moins en difficulté. La part d'enfants de moins de 6 ans concernés par un acte PMI atteint 44,3 % dans les zones en difficulté contre 15,9 % dans les quartiers peu fragiles. Le Département accompagne également les habitants rencontrant des difficultés financières, notamment au travers du Fonds de solidarité logement (FSL) ou encore du Revenu de solidarité active (RSA). Dans les territoires les plus fragilisés, la part de ménages bénéficiant de l'aide au logement est dix fois plus élevée que dans les territoires peu fragiles, et six fois plus concernant les allocations RSA. Les unités Vie sociale et insertion (VSI) accompagnent davantage les ménages résidant sur les territoires

## 4 Davantage d'aides départementales dans les territoires en difficulté

Répartition des aides départementales en Loire-Atlantique selon trois classes de fragilité en 2015 (en %)



Note : l'échelle de l'illustration diffère selon le type d'aide.

Lecture : en 2015, 5,3 % des ménages résidant sur un territoire très fragile bénéficient du FSL, contre 0,5 % des ménages habitant une zone peu fragile.

Source : Département de Loire-Atlantique ; Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique ; Mutualité sociale agricole ; Insee, RP 2015.

très fragiles socialement : 24,5 % y ont eu recours, taux six fois plus important que sur les territoires peu fragiles.

plus concentrées dans les territoires les plus en difficulté, de manière moins nette toutefois que pour les autres aides. ■

Les aides à destination des personnes âgées (Allocation personnalisée d'autonomie) et des personnes en situation de handicap (Allocation adultes handicapés, Prestation de compensation du handicap) sont également

Cette étude est issue d'un partenariat entre l'Insee et le Département de Loire-Atlantique

## Méthodes et définitions

L'indicateur de fragilité sociale combine de façon synthétique neuf indicateurs de précarité de la population : la part des personnes âgées de 75 ans ou plus, de non-diplômés parmi les 15-64 ans, d'ouvriers non qualifiés ou agricoles dans la population active, de familles monoparentales, de ménages en surpeuplement (nombre d'habitants du ménage supérieur au nombre de pièces du logement), de chômeurs, de contrats courts (CDD, intérim, apprentissage, contrats aidés) et de chômeurs de longue durée. S'y ajoute la part d'étrangers, cette population étant exposée à diverses difficultés : défaut de maîtrise de la langue française ou reconnaissance des compétences acquises à l'étranger qui compliquent les démarches administratives ou l'insertion professionnelle. Les calculs sont réalisés à partir des recensements de la population de 2006 et 2016.

Cet indicateur est calculé pour tous les iris ou communes. Pour chaque zone, l'indicateur totalise la somme des neuf variables normalisées sur la moyenne de France métropolitaine. Il permet donc d'identifier les territoires plus fragiles qu'en moyenne nationale. Cette méthode se rapproche des travaux menés sur l'EDI (European Deprivation Index). L'EDI a toutefois été écarté, certaines variables ne traduisant pas systématiquement une fragilité (par exemple, ne pas posséder une voiture n'est pas forcément une privation pour les personnes habitant au cœur des villes). Les indicateurs monétaires ne participent pas à la construction

de l'indicateur. Ils peuvent cependant être analysés, comme d'autres, en fonction du classement obtenu.

Le **niveau de vie** correspond au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Il est composé des revenus d'activité, des revenus du patrimoine, des transferts en provenance d'autres ménages et des prestations sociales nets des impôts directs. Le **taux de pauvreté** est la proportion de personnes dont le niveau de vie est inférieur au seuil de 60 % du niveau de vie médian soit 12 340 € annuels en 2015.

Une grande **aire urbaine** est un ensemble de communes constitué par un pôle (unité urbaine de plus de 10 000 emplois) et par une **couronne** dont au moins 40 % de la population active travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Dans cette étude, sont qualifiées de **rurales** les zones se situant en dehors des aires urbaines.

Les « Ilots Regroupés pour l'Information Statistique » (**IRIS**), découpage infra-communal, constituent la brique de base de l'étude. Par extension, afin de couvrir l'ensemble du territoire, on assimile à un IRIS chacune des communes non découpées en IRIS. Cette étude se limite aux IRIS de type habitat : leur population se situe en général entre 1 800 et 5 000 habitants. Ils sont homogènes quant au type d'habitat et leurs limites s'appuient sur les grandes coupures du tissu urbain.

Insee Pays de la Loire  
105, rue des Français Libres  
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication  
Pascal Seguin

Rédactrice en chef  
Myriam Boursier

Bureau de presse  
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9689  
© INSEE Pays de la Loire  
Novembre 2019

## Pour en savoir plus

- Stratégie départementale d'insertion 2018-2022.
- Des cartes, des stats et des études sur l'Observatoire de Loire-Atlantique.
- Amonou D. et al., *En Loire-Atlantique, des fragilités sociales concentrées dans les pôles urbains*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 95, novembre 2019.
- Chaillot P. et Fouchard C., *392 000 personnes pauvres dans les Pays de la Loire : profils et disparités territoriales*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 40, décembre 2016.
- Chesnel H. et Le Graët A., *Fragilités sociales et besoins en santé : des situations différenciées d'un territoire à l'autre*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 35, juillet 2016.

